

La Lutte de Classes

Supplément au n° 36. (Mars 1932)

SOMMAIRE :

Les événements de Mandchourie, le parti communiste et l'opposition de gauche (Nel-Sy). —

Rapport sur les perspectives de la révolution aux Etats-Unis, les tâches des communistes et le rôle de l'opposition (*Communiste League of America*).

Les événements de Mandchourie le parti communiste et l'opposition de gauche

Bien que cette lettre date du début du mois d'octobre, c'est-à-dire du début de la guerre sino-japonaise, nous la publions aujourd'hui. Le développement des événements ne fait d'ailleurs qu'ajouter à son importance.

L'événement actuellement dominant dans la politique d'Extrême-Orient est l'occupation mandchoue qui secoue le monde comme l'éclair dans le ciel. L'impérialisme japonais réalisa les projets et les plans qu'il préparait depuis des années, de soumettre la Mandchourie comme son propre territoire. Il choisit le bon moment pour se lancer, alors que la dépression économique mondiale affectait si durement les Etats-Unis d'Amérique et l'Angleterre, de même qu'il avait choisi le bon moment durant la grande guerre pour formuler ses fameuses 21 exigences à la Chine. Les impérialistes japonais sont toujours prêts à jeter la Chine dans un état de division et de désaccord, et à pousser les militaristes à se combattre l'un l'autre pour pouvoir pêcher en eau trouble.

Après l'écrasement de la révolution, après le massacre de dizaines de milliers de révolutionnaires, le gouvernement de Nankin tombe dans la même situation que l'ancien gouvernement de Pékin. Il ne peut offrir aucune résistance à l'agression des impérialistes étrangers; il ne peut qu'user de beaucoup de phrases révolutionnaires qui sont des réminiscences anachroniques de l'ancienne révolution. En face d'une guerre de conquête déclanchée par le Japon contre la Chine, les généraux du groupe Tchang-Hsueh-Liang

ne font que se retirer devant l'avance de l'armée japonaise, et déposent les armes pour laisser à l'armée japonaise le libre contrôle sur le territoire qu'ils gouvernaient. Ils contemplent sans pouvoir rien faire les bombardements, les pillages, les incendies et les assassinats des Japonais.

LA RESISTANCE DES MASSES CHINOISES

Le gouvernement de Nankin, dirigé par Tchang-Kai-Chek, ne fait pas mieux. Tchang-Kai-Chek prêche le « calme » et « l'endurance » au peuple juste au moment où les généraux pratiquent la non-résistance pour délivrer le peuple des griffes de l'impérialisme japonais. Une vague de fureur et de rage s'étend sur toute la Chine; les étudiants descendent dans la rue haranguer la foule, on tient des meetings de masse, des organisations anti-japonaises s'organisent, le boycott anti-japonais se renforce, des circulaires, des tracts et des affiches sont distribués. Mais malheureusement les protestations et la résistance du peuple jusqu'à présent est surtout faite de mots et de phrases sentimentales qui sont caractéristiques du mouvement petit-bourgeois. Les ouvriers ne participent pas actuellement d'une façon active au mouvement contre l'impérialisme japonais parce qu'ils ne sont pas encore rétablis des blessures qu'ils ont reçus, et il y a encore de rigoureuses restrictions contre eux.

Que faire pour repousser l'invasion étrangère? Quelle sera son issue? Beaucoup d'organisations publiques réclament la guerre contre le Japon. Mais une guerre contre l'impérialisme japonais

signifie une guerre révolutionnaire. Il est impossible au gouvernement du Kuomintang de conduire une telle guerre, parce qu'il craint le réveil des larges masses. La seule possibilité pour le gouvernement du Kuomintang est de faire appel à la Société des Nations et à l'Amérique pour qu'ils interviennent en faveur de la Chine.

LA POSITION FAIBLE DU KUOMINTANG

Jusqu'à présent, il n'a essayé qu'un refus de la part de la Société des Nations. Après tout, celle-ci s'accorde très bien avec le Japon, exprimant sa satisfaction des explications sophistiquées des japonais, disant que l'invasion militaire n'est pas une occupation militaire, etc... La seule voie ouverte au gouvernement de Nankin est la négociation directe avec le Japon, pour régler la perte de territoire et avaler l'insulte. Mais à la longue le peuple ne sera-t-il pas exaspéré par la capitulation du gouvernement devant le fracas des armes et les épées dégainées par l'impérialisme japonais? La logique des événements entraînera un ébranlement sérieux pour la domination du Kuomintang et ouvrira de nombreuses possibilités à l'agitation communiste.

La direction du Kuomintang a subi cette année la crise la plus sévère depuis son arrivée au pouvoir en 1927; l'antagonisme intérieur profond entre les factions du Chekiang et du Kouantoung, la révolte des militaristes du Nord, la guerre paysanne dans la Chine centrale, la misère croissante des masses due aux lourds impôts et à la cherté croissante de la vie, le désastre de l'inondation sans précédent et l'occupation japonaise de la Mandchourie concourent à exercer une influence révolutionnaire sur les masses. Ici et là on entend un âpre ton d'hostilité de la part des plus basses couches des masses contre Tchang-Kai-Chek, Tchang-Hsue-Liang et le Kuomintang parce qu'ils n'opposent aucune résistance à l'aggression japonaise. Mais où est le parti communiste qui pourrait utiliser avec succès l'hostilité populaire contre le Kuomintang pour renverser sa domination? En d'autres termes, où est le parti communiste, le seul parti existant en Chine qui soit contre toutes les ombres du Kuomintang?

Il est nécessaire que nous retracions l'histoire du Parti communiste chinois dans les deux dernières années si nous voulons comprendre la situation actuelle du parti. Entre septembre 1930 et janvier 1931 il y a eu deux tournants dans le Parti qui ont consisté dans l'élimination complète du groupe Li-Li-San de la direction. Il fut sacrifié comme bouc-émissaire pour couvrir les péchés aventuristes de l'Exécutif stalinien.

L'INFLUENCE DU PASSE SUR LE PRESENT DU P. C. CHINOIS

Il est réellement amusant de lire la lettre de P. C. de novembre au Parti communiste chinois, qui condamne la politique du groupe Li-Li-San. Le clou de la lettre était que « le cours du soulèvement armé est actuellement décidé, la signification de l'établissement du gouvernement soviétique réside dans le fait que le P. C. chinois

est sur la route qui mène vers le soulèvement armé dans les grandes et les très grandes villes », mais « le camarade Li-Li-San voyait l'éclatement de la situation révolutionnaire à une échelle nationale », et « proposait de déclencher un soulèvement à Hankéou lorsque le P. C. chinois n'a dans la région que 200 membres, et les syndicats rouges seulement 250 ».

Mais l'exécutant Li-Li-San aurait pleinement le droit de demander aux sages de l'P. C. pourquoi ils décident ce cours du soulèvement armé dans les grandes et les très grandes villes alors qu'ils admettent eux mêmes dans la même lettre, que « la marée montante du mouvement ouvrier, en général, même dans les villes industrielles décisives (Hankéou, Changai sur le Yang-Tsé, pour ne pas parler de Canton, Honkong, Dairen, Kharbine, etc...) se traîne derrière le mouvement paysan ». Même à Changai et Hankéou, les luttes grévistes spontanées ne se développent pas rapidement. Dans les démonstrations de mai et août de cette année (1931), les participants étaient seulement une avant-garde de l'avant-garde. Le prolétariat est très faiblement organisé. La défaite de « l'armée rouge » à Tchang-Cha en août 1930, et le régime consécutif de terreur blanche, ont fait trembler l'Exécutif devant les conséquences de sa propre politique, et ont été la véritable raison du remplacement de la direction Li-Li-San pour sauver la face de l'P. C. et détourner la colère des rangs du parti.

La lettre blâma Li-Li-San pour n'avoir « pas su organiser et renforcer la base révolutionnaire, unir les districts soviétiques, consolider les conquêtes faites... organiser la retraite et se retirer sur la réserve », et pour avoir tenté de réaliser « les tâches de l'occupation de Tchang-Cha et la marche préparatoire sur Hankéou que l'armée rouge n'avait pas la force de mener à bien ». Avec de si faibles arguments, le C. E. déclare que la ligne de Li-Li-San était « opposée en principe et exclusive de la ligne du C. E., qu'elle était anti-marxiste et anti-léniniste ». Il adopta deux formules : « consolider la base révolutionnaire » et « lutter pour la victoire dans une ou plusieurs provinces ».

L'AMBIGUÏTÉ PROTECTRICE DES FORMULES STALINIENNES

Les directives staliniennes sont toujours à double sens et pour cela infaillibles. Depuis le VI^e Congrès du Parti (1928), la perspective du parti a été de « lutter pour la victoire dans une ou plusieurs provinces ». Quiconque doutait de cette perspective à un moment de bas niveau de la révolution était qualifié de liquidateur et de contre-révolutionnaire. Mais lorsque le staliniste le plus loyal et le plus conséquent, Li-Li-San, lutta sérieusement pour cette perspective (prise de Tchang-Cha et marche préparatoire sur Hankéou), on découvrit soudain qu'il n'avait pas consolidé la base révolutionnaire, il fut flétri comme antiléniniste n'ayant en principe rien de commun avec la ligne de l'Exécutif.

La lettre de l'Exécutif fut fatale au Parti et ouvrit une nouvelle page dans sa vie, ou au moins dans sa dégénérescence. Politiquement elle si-

gnifie le désarmement idéologique complet du Parti, la perte de perspective et d'orientation. Jusqu'à présent l'ensemble du Parti a été éduqué avec la perspective — fausse — selon laquelle il fallait prendre immédiatement le pouvoir « dans une ou plusieurs provinces » par « le soulèvement armé dans les grandes et les très grandes villes » ; mais avec la chute de Li-Li-San dans le parti, cette perspective a été jetée aux vents. Cette perspective a été remplacée par des mots d'ordre aussi creux que « Défendez l'armée rouge », « défendez l'union soviétique », « défendez le gouvernement soviétique », « A bas le Kuomintang », « A bas l'impérialisme », etc... En principe le parti rejette les mots d'ordre démocratiques. Les mots d'ordre du soulèvement armé et des soviets ne sont pas retirés du calendrier. Il est nécessaire de se préparer. Mais, ou bien cette perspective ne sera pas prise au sérieux dans les rangs du parti, ou bien le parti ira dans l'avenir vers une nouvelle catastrophe, pour laquelle les exécutants seront blâmés. Tel est le mécanisme de la direction **stalinienne**. C'est pourquoi la lettre du C. E. a juré que seuls ceux qui n'ont rien de commun avec le bolchevisme peuvent interpréter cette ligne comme étant une ligne de retraite. Au contraire, cela est une retraite complètement désordonnée qui sème la confusion dans les rangs du parti et diminue la confiance dans la direction du parti.

L'AFFAIBLISSEMENT DE L'APPAREIL DU PARTI

Au point de vue de l'organisation, la lettre de l'Exécutif signifie le déplacement mécanique et l'exclusion de travailleurs du parti responsables, mais pas assez humblement obéissants. Beaucoup des anciens membres dirigeants et des cadres sont remplacés par des étudiants inexpérimentés et pauvrement éduqués, retour de Moscou où ils n'avaient aucune confiance de la part du parti, et où ils se distinguaient par leur obéissance absolue aux directives de l'Exécutif (son représentant était Mif, c'est pourquoi on l'appelait aussi le groupe de Mif). Certains des anciens dirigeants ont été renvoyés au travail local. D'autres ont été exclus et forment une opposition de droite qui a une tendance économiste prononcée. Cette opposition attira d'abord de nombreux ouvriers à Changai et dans le Nord de la Chine; elle a son propre centre et ses propres organisations locales. D'autres fonctionnaires importants, renvoyés de leur travail sont ouvertement passés à l'ennemi, et ont organisé habilement l'espionnage qui a conduit à l'arrestation de dix camarades importants du parti (parmi lesquels le camarade Siang-Chu-Fa), à la découverte d'organisations cachées du parti et à l'arrêt du travail du parti. Les camarades arrêtés ont été fusillés immédiatement sans cérémonie.

La presse du parti se plaint souvent des batailles personnelles et sans principes des différents groupes. Ils se détruisent mutuellement et manquent d'esprit de camaraderie. Aussi longtemps que la libre discussion des problèmes de la révolution est interdite, et la direction dominée par des carriéristes, que le parti réclame l'obéissance du bout des lèvres de la part des

membres (qui craignent d'être expulsés et se sauvent par des rétractations formelles; ceux qui sont capables et persévérants sont jetés hors du parti), aussi longtemps que ces conditions existeront, le parti cessera d'exister comme organisation qui groupe des hommes luttant pour des idées. C'est ainsi que le parti chinois est liquidé et détruit par Staline. Staline a complété ce que Tchong-Kai-Chek avait laissé inaccompli. Tout ce qui reste n'est qu'une faible ombre du parti.

Maintenant nous lisons dans un appel à l'I. C., à l'I. S. R., etc... que le C. C. du P. C. chinois parle du « parti communiste de Chine avec ses 190.000 membres et les millions d'ouvriers et de paysans... » ! (*Correspondance Internationale*, n° 38). Et cependant la réaction féroce fait rage à travers la Chine. En fait dans le district de Changai-Est — le plus important district industriel — il n'y a de membres du parti que dans une grande usine, 20 à peu près, mais lorsqu'on fait des réunions il n'en vient pas plus de 5. Le défunt Siang-Chu-Fa, dans son rapport au IV^e plenum du parti (janvier de cette année) disait : « Le mouvement syndical rouge a subi de grandes pertes et dommages, les adhérents dans tout le pays ont considérablement diminué. Pour prendre l'exemple de Changai, les membres (dans les syndicats rouges) ont diminué de 4.000 à 1.000. A changai nous sommes sans contacts avec de nombreuses luttes ouvrières; il y a beaucoup de grèves que nous ne pouvons pas diriger ».

Dans d'autres villes industrielles la situation du parti aussi bien que des syndicats rouges est encore pire. Il n'y a pas la moindre indication qui prouve que les choses se sont améliorées.

La lettre de l'Exécutif citée plus haut a posé les tâches centrales actuelles du parti comme suit : 1) sélectionner et consolider immédiatement la véritable armée rouge des ouvriers et des paysans. Même au début elle n'était forte que de 40.000 à 50.000 hommes. 2) Etablir immédiatement un pouvoir soviétique puissant et capable, avec une majorité de communistes, et appeler les meilleurs travailleurs sans-parti, paysans et soldats à s'y joindre. 3) Dans les districts non soviétiques développer les luttes de masse économiques et politiques et dans le processus de la lutte organiser les masses.

LA SITUATION ACTUELLE DANS LES DISTRICTS « SOVIETIQUES »

Ainsi l'attention principale des bureaucrates stalinistes est tournée vers l'armée rouge et le gouvernement soviétique, et les mots d'ordre « défendez l'armée rouge », « défendez le gouvernement soviétique », sont lancés par affiches à toutes les occasions d'événements importants. Les ouvriers des villes sont incités à ne pas avoir confiance dans leurs propres organisations et leur propre force, mais à croire à la puissance libératrice d'une force extérieure à eux — l'Armée rouge et les districts soviétiques. Mais quelles sont les conditions réelles dans les districts soviétiques et l'armée rouge?

Avant tout, c'est Staline qui a dit au 16^e Congrès du P.C.R. qu'en Chine « on disait qu'il s'était formé un gouvernement soviétique ». Mais ensuite, dans une lettre de l'Exécutif, on le niait

catégoriquement en disant : « il n'y a pas actuellement un gouvernement soviétique en Chine; s'il y en a il existe seulement sur les tracts, sur le papier, et n'est pas un pouvoir réalisé ». Une lettre publiée par l'organe du parti, *Construction du Parti*, dévoile les conditions réelles dans les districts soviétiques qui confirme entièrement les vues développées par l'Opposition de gauche. Citons-en un passage :

« En ce qui concerne l'influence du parti parmi les masses », déclare la lettre des districts soviétiques de l'Ouest-Houpé et du Hounan, « parce que le travail de propagande n'a pas été fait sur une large échelle, et a été mal fait, les masses... considèrent que le parti communiste est un petit peu mieux que le Kuomintang, et en beaucoup d'endroits elles adoptent l'attitude suivante : puisqu'elles doivent être sujettes, peu importe quel est le parti qui vient les diriger ».

« De nombreux leaders du parti dans les districts soviétiques sont gardés secrètement vis-à-vis des rangs du parti. Les membres communistes ne savent pas ce qu'est le parti communiste. Au moment de la suppression du groupe Wan-Chin-Wei (réorganisationnistes du Kuomintang), ils pleurnichèrent chez eux parce qu'ils croyaient qu'ils avaient rejoints les réorganisationnistes. Les ouvriers responsables du parti oublient le parti. Depuis 3 ou 4 mois, les organisations du parti et les cellules n'ont pas tenu de réunions ». Dans les organisations de masses, il n'y a pas de groupes du parti.

« La majorité des camarades des districts rouges sont corrompus, deviennent des bureaucrates et ont une tendance vers l'aile droite. Ils pensent que du moment que le pouvoir politique est conquis, il n'y a plus rien à faire, et ils passent eux-mêmes des journées à chercher des femmes... »

« Les camarades responsables du gouvernement soviétique ne donnent pas de solutions aux revendications pratiques générales des masses. En même temps les paysans riches occupent 2/3 des positions dans le gouvernement. La majorité des commissaires sont des bureaucrates, de telle façon que les masses n'ont pas confiance dans les Soviets et appellent les commissaires « monsieur » exactement comme ils s'adressaient à l'ancien gouvernement ».

« Et comme conséquence du fait que les masses ne comprennent pas le soviét, dans les districts rouges, beaucoup d'éléments réactionnaires se cachent, et les soviets sont sans espoir devant eux »... *Construction du Parti* n° du 3-3-1931.

MAUVAISE DIRECTION DES AFFAIRES PAYSANNES

L'éditeur de ce journal signale que des choses analogues arrivent dans les districts du Kiangsi. La presse du parti et la lettre de l'Exécutif se plaignent de ce que les paysans riches, et même les petits propriétaires fonciers s'introduisent dans les soviets, dans l'armée rouge et dans les nouveaux organes de pouvoir. La terre est partagée au profit des paysans riches; les paysans pauvres, les ouvriers agricoles et les coolies ne sont pas organisés dans des syndicats.

Les soviets ne sont pas élus, mais nommés, etc... Mais les stalinistes chinois, d'accord avec l'Exécutif, attribuent tout cela à la fausse ligne de Li-Li-Sian. C'est pourquoi ils lancent sur le papier des mots d'ordre comme « Contre la corruption », « Contre la bureaucratie », « Contre les tendances de droite ».

Ils sont incapables de comprendre que la cause est plus profonde : elle réside dans la nature de la paysannerie, qui est complètement incapable d'une action politique indépendante; aussi lorsque le prolétariat urbain reste passif, il est inévitable que la guerre de guérilla paysanne dégénère.

Les partisans paysans rouges se sont dressés contre trois campagnes commandées contre eux par le gouvernement de Nankin, durant l'année passée, même contre des troupes armées de matériel moderne et souvent deux ou trois fois supérieures en nombre. Cependant l'armée des partisans rouges les a battus successivement, tuant deux commandants de division. La faiblesse de l'armée du gouvernement réside dans les dissensions qui existent entre les généraux, et en ce que les soldats ne sont pas disposés à se battre (ils se plaignent de leurs officiers, de la paie trop basse, des mauvais traitements), tandis que les armées des partisans rouges sont soutenues par la paysannerie; cela leur donne un grand avantage dans la conduite de la guerre. Si Tchang-Kai-Chek ne peut rien faire en face des paysans rouges même dans une seule province, le Kiansi, alors que la plus sombre réaction gouverne dans les villes, comment pourrait-il résister au soulèvement du pays entier?

La guerre de partisans du Kiangsi est en un certain sens une accusation qui se dresse contre les crimes de la direction stalinienne dans la première révolution, lorsque cette direction capitula devant la bourgeoisie. Cette fois la direction stalinienne capitule devant la paysannerie, concentre tout son travail sur la guerre de partisans, dissout le parti dans les masses paysannes, et abandonne le travail dans les villes; elle amène le prolétariat à tourner les yeux vers l'armée des partisans rouges comme son sauveur, exactement comme auparavant elle lui a fait croire que le Kuomintang bourgeois serait son sauveur. Nous ne devons nous faire aucune illusion. La paysannerie suit la bourgeoisie ou le prolétariat.

C'est juste à ce moment, lorsque les événements de Mandchourie remuent la nation entière, quand les larges masses s'indignent de la politique de non résistance du Kuomintang, quand les étudiants et les masses opprimées rédigent spontanément des affiches faites à la main contre l'impérialisme japonais, quand le mouvement des masses déborde par-dessus les écluses du Kuomintang, juste à ce moment, quand la direction du parti communiste est nécessaire, il n'y a pas de parti communiste. Face à un tel ouragan qui dresse des millions d'hommes devant le danger, le parti communiste chinois est incapable de comprendre que cette invasion est une annexion de territoire chinois, l'arrachement de concessions et de droits spéciaux qui ne sont possibles que parce que la révolution est à son point le plus bas. Le parti ne voit

l'intervention japonaise que comme une intervention contre la révolution chinoise et l'union soviétique. C'est pourquoi ses mots d'ordre : « A bas l'intervention contre la révolution chinoise et l'union soviétique », « Défendez l'armée rouge et les soviets », etc... ne sont pas suivis par les masses.

Quelle ironie de la direction si nous nous rappelons la partie suivante de la lettre de l'Exécutif de l'I. C., qui dit : « L'Exécutif pense que s'il est non seulement possible mais nécessaire de manœuvrer avec les impérialistes — nous devons en même temps et par tous les moyens affaiblir l'alliance de l'impérialisme avec la contre-révolution chinoise, pour éviter le conflit décisif avec lui jusqu'à ce que nous nous soyons consolidés nous mêmes, pour reculer la lutte décisive avec les impérialistes ».

L'événement de Mandchourie est un grand avertissement donné aux communistes révolutionnaires en Chine sur ce qui arrive lorsqu'un ferment national n'est pas utilisé par suite de l'absence d'un parti communiste. Le ferment est si profond et fort, que non seulement les plus petites sections du Kuomintang se sont prononcées avec mécontentement contre la politique du Kuomintang officiel, non seulement l'étreinte militaire est jusqu'à un certain point relâchée de telle façon que les masses ont largement la liberté de rédiger des mots d'ordres, de tenir des réunions et d'exprimer leurs opinions, mais même dans le gouvernement de Nankin, qui est le solide rempart de la réaction et de la contre-révolution, certaines opinions se sont exprimées contre le massacre au hasard des communistes, parce qu'ils représentent une vigoureuse jeunesse et que le Kuomintang est lui-même coupable puisqu'il est incapable de remettre de l'ordre dans le pays. Les masses ont besoin d'une direction. Armé d'une tactique juste, le parti communiste grandirait rapidement.

PROGRES ET DIFFICULTES DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

L'opposition de gauche chinoise, après une longue période de désunion avait à peine réalisé son unité sous la direction du Secrétariat International et du camarade Trotsky, que la tempête du Kuomintang est tombée sur nous. Après l'arrestation, le 21-22 mai, de 13 camarades, dont l'un est un camarade du comité dirigeant, un

autre, militant important de l'opposition a été arrêté le 16 août. Malgré la tempête qui souffle sur notre organisation, nous continuons à marcher de l'avant, en publiant un journal et en organisant les ouvriers. A Changai nous avons organisé des associations contre l'impérialisme japonais parmi les ouvriers du Kuomintang.

Notre organe central, *l'Étincelle*, est transformé maintenant d'un bi-mensuel en un hebdomadaire, malheureusement tiré au duplicateur. En outre il y a un organe local deux fois par semaine pour les ouvriers à Changai; nous préparons un autre journal imprimé et légal. Les ouvriers commencent maintenant à s'agiter et nous nous développerons avec leur mouvement. Le soutien du mouvement national à l'avenir dépend largement du fait que les ouvriers entreront activement dans l'arène par des manifestations et grèves anti-japonaises.

En dépit du fait que les stalinistes continuent à nous injurier et à nous appeler liquidateurs et contre-révolutionnaires, le Kuomintang dirigeant a une sage appréciation sur nous. Les stalinistes veulent nous compromettre en nous excluant; le public et la classe ouvrière nous reconnaissent comme des communistes exactement comme nous n'avons jamais manqué de considérer Wan-Tin-Wei et Cie comme des Kuomintangistes malgré leur expulsion par Tchang-Kai-Chek. Par les exclusions, les stalinistes affaiblissent seulement le communisme et rendent possible leur auto-conservation bureaucratique.

Dans les thèses de la section de propagande du Comité central du Kuomintang, envoyées aux organisations locales, après avoir analysé la discussion entre les stalinien et les trotskystes, on résume la controverse dans les phrases suivantes : « la tactique du groupe « trotskyste » envers la Chine est plus empoisonnée et dangereuse que celle du groupe staliniste. Après la défaite de la tactique staliniste de la guerre de guérilla, le parti communiste reviendra à la tactique trotskyste. Dans le proche avenir il y aura inévitablement une scission en deux partis ».

Naturellement le Kuomintang sait quel est son ennemi le plus sérieux. C'est une meilleure réponse aux injures stalinien que n'importe quoi qui vienne de nous. Nous espérons seulement que le temps n'est pas trop distant où ce « danger » deviendra une réalité.

Changai, Chine, 2 Octobre 1931.

NEL-SY.



Rapport sur les perspectives de la révolution aux Etats-Unis, les tâches des communistes et le rôle de l'opposition

Cette thèse politique, qui a été adoptée par la 2^e Conférence nationale de la Ligue Communiste d'Amérique (Opposition) a été publié dans The Militant du 25 juillet. Nous regrettons de la publier avec un tel retard. Elle servira néanmoins de base de discussion dans l'opposition internationale; en particulier, elle apporte un point de vue, qui n'est pas encore suffisamment éclairci en France, sur les rapports entre les Etats-Unis d'Amérique et le reste du monde capitaliste. Tous nos camarades doivent attentivement étudier ce document.

Le trait essentiel de la situation présente est le caractère mondial de la crise économique, plus sévère dans ses effets que n'importe quelle autre manifestation de l'anarchie capitaliste depuis le déclenchement de la guerre mondiale de 1914. Témoinant éloquentement du fait que l'économie capitaliste est aujourd'hui avant tout une économie mondiale, que le mode de production et de distribution dominant est entré en opposition violente avec les besoins et les intérêts des masses de la Société, que le développement des forces productives mondiales est incompatible d'une façon aiguë avec les innombrables frontières nationales qui les limitent, la crise s'est abattue sur tous les pays importants du monde avec la cruauté d'une épidémie sociale. Aucun des pays qui se meuvent activement dans l'orbite de l'économie mondiale n'est immunisé contre les convulsions de la crise. Après l'effondrement du marché des valeurs américain et le vertigineux déclin de l'industrie qui a suivi jusqu'à aujourd'hui par voie de régression ininterrompue, la crise a ébranlé la vie économique ou politique de tous les pays d'Europe, d'Amérique Latine ou d'Asie importants, même la France, qui jouissait d'une conjoncture relativement favorable depuis les quelques années qui ont suivi la stabilisation du franc, a été entraînée dans le maëlstrom de la dépression.

L'Union Soviétique aussi, qui n'a pas été et ne peut pas être libérée de la pression de l'économie mondiale, a subi les effets de la crise internationale, dans une mesure beaucoup moindre que les pays capitalistes, il est vrai, mais elle a néanmoins été influencée. Le violent déclin international des prix des marchandises a sérieusement affecté les exportations soviétiques, c'est-à-dire ses liaisons croissantes avec le marché mondial, qui devient un facteur d'une importance croissante dans le développement de son industrie de produits fabriqués. Mais les succès et les avances de l'Union Soviétique apparaissent d'une façon beaucoup plus marquée en contraste avec l'anarchie universelle et le déclin de l'économie capitaliste. Dans la société de demain, en dépit de son isolement, en dépit de l'hostilité du reste du monde, en dépit de toutes les difficul-

tés extraordinaires et des obstacles placés sur son chemin par la bourgeoisie mondiale et par la déformation intérieure des principes sur lesquelles elle a été fondée, des progrès sont accomplis dans une proportion qui n'a jamais été atteinte sous le régime de l'anarchie capitaliste.

Même dans son état embryonnaire, la supériorité de la production et de la répartition selon un plan, les progrès vers l'idéal socialiste, sont devenus évidents pour un nombre croissant de millions d'hommes à travers le monde. Son existence réelle sert de défi au système social décadent, parasitaire, sous lequel travaille le reste du monde. Sans tenir compte des dangers impérialistes qui le menacent du dehors et de la corrosion Thermidorienne et Bonapartiste qui le menacent du dedans, ses progrès dans la pose des fondations d'une économie socialiste, les progrès réalisés dans le domaine de l'industrialisation et la réorganisation de son agriculture terriblement retardataire, sont une étape dans la marche en avant de l'humanité que la société capitaliste, déchirée par ses contradictions insolubles, ne peut plus espérer atteindre.

La crise dans le capitalisme se manifeste économiquement par la violente rupture de la vie industrielle et le déclin universel de la production; par la chute générale précipitée des prix des marchandises; par la réduction radicale du commerce mondial; par l'aggravation de la crise agraire insoluble, plaie qui s'est envenimée depuis la fin de la guerre et a appauvri la population agricole mondiale; par l'affaiblissement du système monétaire de nombreux pays (Chine, Espagne, etc...), et, ce qui a les plus importantes conséquences, par la constitution d'une armée internationale de chômeurs qui dépasse plus de 10.000.000 d'hommes rien qu'aux Etats-Unis, et forme le supplément de ceux qui travaillent encore dans l'industrie dont les salaires et le standard de vie est systématiquement abaissé.

Les manifestations politiques de la crise sont également universelles. La résistance des masses qui ressentent la crise de la façon la plus aiguë et cherchent à s'évader des chaînes de la misère, combinée avec les manœuvres des puissances impérialistes pour se trouver elles-mêmes dans une meilleure position sur le marché mondial rétréci, ont suscité de violentes ruptures et même des soulèvements révolutionnaires dans les contrées les plus éloignées du monde l'une de l'autre. L'Amérique Latine en a connu récemment un certain nombre. L'Inde, l'Indochine, certaines parties de la Chine elle-même, les Philippines — toutes ont surgi aux différentes étapes d'une activité politique révolutionnaire. En Europe, un mouvement populaire a arraché l'Espagne à la monarchie, et ouvert les perspectives d'un changement toujours plus radical. La pression des difficultés économiques ont poussé l'Allema-

gne et l'Autriche à proclamer ouvertement leur unité sous une forme (une union douanière) qui laisse prévoir une union politique plus étroite, plus ouverte — en dépit des objections de leurs nombreux voisins. En Allemagne même, la révolution prolétarienne est inscrite au calendrier, et quoique la lutte pour le pouvoir entre le bolchevisme et le fascisme paraisse atteindre un point mort momentané, elle est cependant au premier rang de la politique allemande. Au fur et à mesure que la crise croît en amplitude et en profondeur — et toutes les indications vont dans ce sens — ses effets politiques prendront des formes plus âpres et aboutiront à une collision révolutionnaire de plus en plus ouverte avec l'ordre dominant.

La crise n'a pas du tout montré sa sévérité. Au contraire. Le paroxysme atteint actuellement par le colosse impérialiste américain est l'avant-coureur de tremblements toujours plus convulsifs dans la structure économique de l'Europe. Ce n'est pas l'Europe qui sortira de la crise aux frais des Etats-Unis; la perspective indique plutôt le contraire. La clef du problème de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis, le problème central de la politique capitaliste mondiale, est à présent représenté par l'impérialisme américain, avec son pouvoir économique et politique dominant et ses ressources immenses. Les Etats-Unis s'opposent à l'Europe (et à l'Amérique Latine), comme la principale nation créancière du monde. Deux d'entre elles font face à une économie mondiale dans laquelle le marché international, intérieur et étranger, n'est pas seulement limité, mais se rétrécit progressivement.

Les énormes dettes de guerre et d'après-guerre qui ont transformé les Etats-Unis en principale nation créditrice du monde, sont devenues un des leviers les plus puissants pour miner même cette fragile stabilisation achevée dans la seconde moitié de la dernière décennie. Les dettes (y compris les intérêts et les charges nécessaires à l'amortissement) dues directement aux Etats-Unis, ou indirectement, par l'intermédiaire d'autres pays qui sont débiteurs vis-à-vis de l'Amérique (par exemple l'Angleterre et la France) ne peuvent être payées qu'en or, ou par l'octroi de nouveaux crédits, forme adoptée en Allemagne depuis les quatre années qui ont suivi le plan Dawes, ne peut plus être continué à une pareille échelle — les besoins de l'Allemagne en investissements ayant diminué. Le paiement des dettes en or est aujourd'hui beaucoup plus difficile qu'auparavant, et cela surtout par suite de l'incapacité de l'or à rendre ce service. Rien que dans les deux dernières années, tout le nouveau stock de production d'or destiné aux besoins monétaires a été absorbé par les Etats-Unis et la France. La moitié de l'or introduit dans ces deux pays a été prélevé sur les réserves d'or du reste du monde. La principale source des paiements des dettes est par suite abandonnée, plus qu'avant le paiement en nature.

C'est ici que la domination mondiale des Etats-Unis apparaît sous sa forme unique, en net contraste avec l'hégémonie mondiale, avant la guerre, de l'Angleterre, qui, à cette époque, était en position de banquier et de créancier mondial. Avant la guerre, le principal créancier du monde

était un pays de libre-échange, et les principales nations débitrices étaient productrices de matières premières dont les exportations devaient être absorbées par les nations créditrices. Aujourd'hui, les nations créditrices et débitrices ont une structure économique analogue, étant surtout exportatrices de produits manufacturés.

Les pays qui produisent des matières premières, ténailés par la crise et écrasés par les dettes extérieures, vendent leurs produits à bas prix, même en dessous du coût de production dans certains cas, dans l'espoir désespéré de s'ajuster eux-mêmes à la pression de la situation, qui est accentuée par la montée générale des barrières douanières dans le monde entier.

Les pays industriels sont devant un dilemme également désastreux. Le marché intérieur a été partout réduit par la chute du pouvoir d'achat des masses que la chute des prix des denrées n'a pas arrêté par suite du chômage immense et de la campagne internationale pour la diminution des salaires. Le marché intérieur d'un pays étant le marché extérieur d'un autre, les chiffres d'exportation de ces pays industriels ont été largement abaissés. Le complément de ce processus est la décroissance des importations, accentuée dans de nombreux pays par l'espoir de maintenir de cette façon une balance du commerce favorable, qui puisse leur permettre de remplir leurs obligations débitrices. Cette tâche de Sisyphe est rendue doublement difficile dans la présente crise, qui a entraînée avec elle un déclin si brutal des prix de gros. On a estimé que la chute des prix sur le marché mondial avait atteint la valeur or des paiements prévus par le Plan Young pour les réparations dans une mesure égale aux paiements fixés sous le plan Dawes, que le plan Young avait amélioré en faveur de l'Allemagne.

Telles sont les conditions, qui sont à la base de la situation troublée en Europe, que le plan récemment proposé par Hoover pour un moratoire des dettes des réparations, cherche à combattre. Mais il ne peut espérer éliminer la situation. Tout en témoignant de l'immense puissance mondiale de l'impérialisme américain, il ne peut néanmoins qu'améliorer très passagèrement la maladie de l'Allemagne, en même temps qu'il exerce une pression sur la France. Il ne peut pas résoudre le problème brûlant des marchés, de la rupture anarchique de la vie industrielle en Europe, il ne peut pas porter la hache sur les racines des vices du système de Versailles et des conflits perpétuels entre les puissances capitalistes de l'Europe elle-même. Il resserrera plus étroitement le nœud coulant américain autour de l'Europe, et ne servira qu'à retarder la catastrophe en Allemagne qu'il ne fera que rendre plus convulsive lorsqu'elle se produira.

Avec un pareil rapport de forces, une restauration du secteur européen de l'économie mondiale apparaît comme une perspective très lointaine. Où qu'elle se tourne, elle se trouve toujours en fin de compte dans une impasse, dont l'issue est obstruée par la domination économique et politique des Etats-Unis. La tentative de résoudre ces problèmes sur une base purement « européenne » est vouée d'avance à l'échec. La position inégale d'une « échelle européenne » des

différents pays européens individuels réduit à une fantaisie le projet de Briand, d'Etats-Unis capitalistes d'Europe. Le lion américain a réduit les nombreux chacals européens à une portion réduite du marché mondial. Mais pour des parties de cette portion même réduite les pays européens eux-mêmes mènent une lutte qui devient toujours plus aiguë, bien que la pression de l'impérialisme américain les pousse à une unité de front que la France essaye d'établir sous son hégémonie à travers le plan de Briand, et l'Allemagne sous la sienne, à travers « l'Anschluss » avec l'Autriche. L'utopie réactionnaire de Briand ne signifie nullement que l'unité politique et économique de l'Europe n'est pas nécessaire, ou que son établissement ne puisse pas se réaliser en détournant l'avance réactionnaire et sans pitié de l'impérialisme américain, le déclin de la vie économique de l'Europe qu'elle apporte, et la misère inouïe des masses qu'elle suppose. Au contraire. Cela signifie seulement que cette unité ne peut pas être réalisée sur une base capitaliste. Mais cette unité, comprenant comme elle le doit la disparition des frontières nationales, étranglées et les murailles douanières, la coordination de l'outillage économique et industriel et des ressources dispersées du continent, la destruction du malfaisant système de Versailles, et une fusion avec l'Union Soviétique, tout cela ne peut être accompli que sur une base révolutionnaire, c'est-à-dire sous la forme des Etats-Unis soviétiques d'Europe.

En général, la crise rend plus aigu le danger d'une nouvelle guerre mondiale. Le conflit impérialiste mûrit pour une nouvelle lutte ouverte en vue d'une nouvelle division du marché mondial, des colonies, des sphères d'influence, des sources de matières premières. Tous les éléments d'un nouveau massacre, plus effroyable qu'aucun des précédents, existent actuellement. La crainte dominante d'une nouvelle vague de révolutions prolétariennes qui le suivraient inévitablement, a été, pour ainsi dire, le principal facteur qui l'a si longtemps retardé. Mais la crainte de la perspective de la revanche de la classe ouvrière est, par elle-même un préventif inadéquat de la guerre. La pression inexorable de ses contradictions aiguës croissantes atteint un degré où les revendications et les nécessités de l'expansion impérialiste dépassent la crainte de ses conséquences. La poudre explosive est répandue librement dans le monde. Une nouvelle étincelle, un nouvel obscur Sarajevo, est suffisant pour la faire éclater. Imprégné de la perspective d'une guerre, chaque pays impérialiste se hâte dans une préparation fiévreuse et hypocrite pour des positions militaires, navales et aériennes avantageuses. Derrière les conférences du « désarmement » les chantiers navals et les usines d'armement continuent à travailler avec une régularité incessante. Les armées aujourd'hui sur pied dépassent celles des jours d'avant 1914. Les navires croissent en puissance, en modernisme, en efficacité. Les flottes aériennes dépassent en nombre et en efficacité les rêves les plus ardents des militaristes d'avant 1914. Quoique les social-démocrates prêchent un désarmement perfide aux ouvriers, ils accordent leur aide aux armements pour « la défense de la patrie ».

La guerre éclatera-t-elle entre les puissances impérialistes elles-mêmes, ou bien sera-ce une guerre des puissances impérialistes pour renverser la dictature prolétarienne et ouvrir le vaste marché russe à l'exploitation capitaliste? Le danger de guerre croît rapidement dans les deux sens. Les mots d'ordre de 1914 des fournisseurs de guerre sont de nouveau mis en avant pour l'offensive contre l'Union Soviétique : pour la « démocratie », contre la « dictature » ! Sur ce terrain, le Pape est d'accord avec Hoover, la social-démocratie avec les anarchistes, Hindenburg avec Hilferding et Hitler. Chacun d'eux trouve sa place sur le rempart de la « civilisation » capitaliste moribonde, qu'ils sont prêts à défendre — avec le sang des esclaves du capitalisme — contre la nouvelle société naissante. Mobiliser les ouvriers contre le danger de guerre impérialiste, les imprégner de l'idée de la guerre de classe pour l'émancipation, contre la guerre impérialiste d'esclavage, les rallier à la défense de la patrie des travailleurs — ce sont là des devoirs impérieux pour les communistes révolutionnaires. A nous, révolutionnaires américains, incombe doublement le devoir de lutter contre la puissance impérialiste qui, par sa puissance et sa rapacité, est destinée à jouer un rôle décisif, déterminant, dans le conflit qui s'approche.

LA CRISE AUX ETATS-UNIS ET SES EFFETS SUR LA CLASSE OUVRIERE

La crise actuelle se distingue des nombreuses qui l'ont précédée dans l'histoire de la production capitaliste par son caractère virtuellement planétaire. Même la guerre de 1914-18 ne fournit pas un exemple aussi éclatant du caractère mondial de l'économie et de la politique contemporaines que celui qui est fourni par la crise qui ébranle le monde capitaliste aujourd'hui. Dans le système complexe de l'économie mondiale capitaliste, chaque pays isolé occupe une place spéciale intimement liée par son intermédiaire avec les autres pays. C'est pourquoi les traits spécifiques de la crise aux Etats-Unis doivent être envisagés du point de vue de la position unique que ceux-ci occupent dans l'enchaînement politique et économique mondial.

La crise a fait son apparition aux Etats-Unis après une période de prospérité sans précédent dans l'histoire économique. Dotée d'immenses ressources économiques, d'un coefficient de production industriel très élevé, ils possèdent en outre l'avantage d'être sorti de la guerre comme le seul grand vainqueur — avec une organisation économique infiniment moins désorganisée que celle de l'Europe affaiblie et minée par la guerre; leur vie politique ne fut pas troublée par des convulsions révolutionnaires aussi violentes que celles qui ont déchiré la structure de la société continentale. En moins de la moitié d'une décennie après la guerre, le centre de gravité économique s'était déplacé d'Europe — plus spécialement d'Angleterre — vers les Etats-Unis, ceux-ci transformés d'une nation débitrice en une nation créditrice, en un banquier et un industriel du monde entier. Avec la fin rapide de la crise d'après-guerre aux Etats-Unis et le reflux de la vague

révolutionnaire en Europe (1923-24), les Etats-Unis connurent une nouvelle période d'expansion et de consolidation, qui se traduisit à l'extérieur par son rôle de « stabilisateur de l'Europe », et à l'intérieur par la « période de prospérité permanente » incomparable de 1924-1928.

Les *prix* sur le marché des valeurs (moyenne de 25 valeurs industrielles et de 25 valeur de chemin de fer) bondirent du plus bas niveau de 1924, à 82,26, jusqu'à la cime inouïe, vers la fin de 1929, de 311,90. L'index de « l'activité des affaires » grimpa d'un peu plus de 85 en 1924 à plus de 110 vers le milieu de 1929. Dans la même période de cinq ans, la croissance des usines se traduit par la grimpée du nombre-index de moins de 250 en 1924 à plus de 300 en 1929 (1899 = 100). Des industries-clefs, comme la fonte, montèrent respectivement des chiffres-index de 67,5 (plus bas point en juillet 1924) à 127,4 (plus haut point en juillet 1924), et pour l'acier en lingots, de 64,6 (plus bas point en juillet 1924) jusqu'à 132,2 (plus haut point de juin 1929), bien que la part européenne de la production mondiale de ces deux industries ait augmenté et celle des Etats-Unis décréu. Le *commerce extérieur* des Etats-Unis maintint les chiffres des années de guerre 1917-1918, et même, en 1929, les dépassa, bien qu'avec une balance du commerce moins favorable. Les *investissements étrangers* de l'impérialisme américain atteignirent la somme fabuleuse de 16 milliards 604.000.000 de dollars, qui pénétrèrent en fait dans toutes les branches de la vie économique et industrielle de tous les pays du monde. Surmontant la crise chômage qui était survenue entre 1920 et 1922, les Etats-Unis purent, dans cette période, maintenir à la fois le nombre des ouvriers d'usines employés et le niveau de salaires égal, tout au moins sans grandes fluctuations ou diminutions.

Le déroulement de cette période sans précédent de relative prospérité coïncide avec une période également sans précédent pour la classe ouvrière, et avant tout pour le mouvement ouvrier organisé. Le grand mouvement de masses des ouvriers dans la période agitée de l'après-guerre, qui se manifesta par des grèves dans les industries de base englobant des centaines et des centaines de milliers d'ouvriers, en ouvrant la voie au calme de mort de l'inaction ouvrière, qui se manifesta par un brusque et persévérant déclin des grèves. L'orientation vers une action politique indépendante, qui à un moment, atteignit de larges proportions dans le mouvement pour un parti ouvrier, fut absorbé par le mouvement petit-bourgeois de La Follette et finalement se résolut dans le néant. Le mouvement communiste commença à connaître une période de stagnation et de déclin. Le progrès constant de l'aile gauche et du mouvement progressiste à l'intérieur des trade-unions arriva à un brusque arrêt et commença à se développer selon une courbe déclinante. La bureaucratie réactionnaire de l'A. F. of L. se consolida plus fermement que jamais; la résistance contre elle devint plus faible et moins vigilante. La philosophie de la collaboration de classe et de la paix entre les classes pénétra chaque fibre du mouvement ouvrier, corrompant et sapant sa combativité, em-

poisonnant sa conscience et le rendant impuissant. Il glissa dans un sommeil de fausse sécurité, dans le giron d'une fantastique « prospérité permanente » dans laquelle la classe ouvrière avait une part toujours grandissante et sans avoir besoin de lutter. Sous le poids énorme de la prépondérance des Etats-Unis dans l'économie mondiale, combinée avec les illusions des banques « ouvrières », de la participation aux dividendes, des hauts salaires « permanents », et de manifestations analogues de cette période, l'idéologie bourgeoise du « nouveau capitalisme » eut une influence déterminante dans la vie et l'activité de la masse décisive de la classe ouvrière américaine, touchant non seulement les réactionnaires instruments du capitalisme comme l'A. F. of L. et le parti socialiste, mais dans une certaine mesure, aussi le mouvement communiste organisé.

L'apparition de la crise, qui bouleversa la structure économique du pays, constitua la base d'un profond et complet changement dans cette situation. La crise survint avec la plus grande brutalité précisément parce que la position unique du capitalisme américain lui permettait de différer pour un temps la précipitation de la crise. Les forces dynamiques de la crise s'accumulaient depuis quelque temps. L'industrie américaine, hautement rationalisée, le haut rendement de la production, la contraction du marché intérieur et mondial, servaient seulement à hâter le processus de surproduction qui est à la racine de la crise actuelle. Le mécanisme de production hautement développé, avec son accumulation de surprofit, embouteilla finalement l'écoulement du marché, ce qui entraîna dans la mécanique de la production un effondrement par manque de débouchés. Les engagements sur le marché des crédits, s'enflèrent considérablement, hors de proportion avec les valeurs réelles, aboutirent à l'impasse et se retirèrent grâce à la pression du déclin industriel.

On peut apprécier la profondeur de la crise aux Etats-Unis par une comparaison des indices actuels avec ceux de la période de « boom ». Les prix sur le marché des valeurs (moyenne des valeurs mentionnée plus haut) tomba en un peu plus d'un an, de la moyenne la plus élevée de 311,90 (septembre 1929) au plus bas point de 135,43 (décembre 1930). L'index de l'activité des affaires tomba de 110 (mai 1929) à 75,7 (décembre 1930), ce qui marque non seulement une chute en-dessous des chiffres de 1924, mais un point plus bas que le plus bas atteint depuis mars 1908! Le nombre-index des entreprises tomba en un an à 250, à peine plus que le chiffre de 1924, ce qui équivalait à la perte en un an des gains réalisés pendant les cinq années précédentes, alors que la population croissait sur toute la ligne.

Le production de fonte tomba de son indice le plus élevé de 127,4 à l'indice 83,3 en 1930, et au point le plus bas de 53,5 en décembre 1930. La production d'acier en lingots tomba presque de moitié de son plus haut point (juin 1929), jusqu'à la moyenne de 77,9 en 1930, et atteignit en décembre 1930, un niveau (50,0) seulement de quelques points plus élevé que le plus bas point de 1921. Le chargement de wagons marque une

chute brutale de 107,5 à 80,0 en un peu plus d'un an. Le déclin de la production d'énergie électrique a été un peu plus lent. La production automobile a glissé de 138,8 (décembre 1928) à 64,3 (novembre 1930) et 86,0 (décembre 1930). Un fort déclin dans le commerce extérieur (marchandises) a affecté les Etats-Unis non seulement par une diminution des importations et des exportations, mais des deux, de même que par une diminution du solde favorable de la balance : le premier trimestre de l'année courante montre un commerce extérieur des Etats-Unis d'un chiffre presque exactement de la moitié moindre que dans la même période de 1929, et plus bas qu'aucun chiffre depuis plus de dix ans.

Les plus durs effets de la crise se marquent sans aucun doute dans les chiffres du chômage. Même les chiffres tendancieux des bureaux du gouvernement accusent un déclin effrayant dans l'emploi des entreprises. Pour 100 en mars 1925 (100,4 exactement), le mois de février 1931 offre un nombre-index de 74-1, c'est-à-dire une diminution d'un quart des emplois dans les usines. Des chiffres plus authentiques évaluent les rangs des chômeurs aux Etats-Unis entre 9 et 10 millions d'ouvriers, sans indications sérieuses montrant que cette acuité sans précédent de la crise puisse s'améliorer prochainement. A ces chiffres éloquentes il faut ajouter le nombre impossible à évaluer des chômeurs partiels, et un déclin du total des payés de ceux qui travaillent encore qui donne un témoignage suffisant du large mouvement de réduction des salaires. La misère et la souffrance que ces chiffres signifient, détruisent, par eux-mêmes, la légende cultivée avec soin depuis des années, selon laquelle le niveau de vie de la classe ouvrière américaine est assurée d'une amélioration progressive permanente.

Les indices cités ci-dessus ne sont qu'une esquisse très rapide de l'ampleur et de la profondeur de la crise aux Etats-Unis, mais ils suffisent à marquer la sévérité de ses effets. Prédire dans une mesure quelconque avec exactitude la durée de la crise, même dans ses formes les plus aiguës, est excessivement difficile, particulièrement parce qu'elle n'embrasse pas seulement les Etats-Unis, mais pratiquement le monde entier. Ce qui apparaît clairement, cependant, c'est non seulement que le faux optimisme des économistes et hommes d'Etat bourgeois officiels durant les deux dernières années s'est montré sans base, mais qu'il n'y a aucune perspective immédiate d'une évolution vers le mieux. Même les économistes bourgeois sérieux reconnaissent maintenant qu'il « semble tout à fait improbable que les affaires américaines puissent atteindre à quelque chose qu'on pourrait appeler la « prospérité » avant au moins 1932 » (*Annalist*). Une estimation plus objective des perspectives d'un élan en avant décisif de la conjoncture repousserait la période d'un commencement de reprise à une date toujours plus éloignée.

La crise actuelle du capitalisme américain n'est pas sa crise révolutionnaire finale, mais elle se distingue aussi des crises cycliques subies par les Etats-Unis avant la guerre mondiale. Celles-ci se caractérisaient par un équilibre relativement favorable entre le développement des forces

productives et le développement du marché intérieur, entre la croissance de l'agriculture et la croissance de l'industrie, et par une position dans l'économie mondiale de très modeste proportion. La crise actuelle survient après l'existence d'une rupture brusque de « l'équilibre » entre l'agriculture et l'industrie, et ne sert qu'à aggraver la situation de l'agriculture; elle apparaît en coïncidence avec un marché intérieur rétréci qui ne paraît pas devoir s'élargir d'une façon appréciable dans l'avenir proche; et, finalement, elle arrive dans la période de déclin du capitalisme mondial, comme partie d'une crise universelle, qui, étant donné que les sources de l'impérialisme américain se trouvent dans le monde entier, provoque la rupture de l'économie américaine d'une façon extrêmement périlleuse.

Dans un autre sens, cependant, il y a un autre facteur qui distingue les Etats-Unis d'aujourd'hui de l'Amérique d'avant-guerre. Ce facteur est la position mondiale prédominante, économiquement et politiquement, que les Etats-Unis ont conquise pour eux-mêmes depuis la fin de la guerre mondiale, et la pression à laquelle ils soumettent le reste du monde capitaliste. Dans la période de crise actuelle, cette pression, loin de se relâcher, se renforcera et doit certainement se renforcer. Les vastes ressources des Etats-Unis, leur position unique après la guerre, leur remplacement graduel de l'Angleterre comme facteur dirigeant de l'économie et la politique mondiales — tous ces facteurs qui ont permis au colosse américain de tirer d'affaire l'Allemagne — et dans une certaine mesure l'Europe dans son ensemble — de la crise post-révolutionnaire (1924), sont encore assez efficaces pour garantir leur capacité de se tirer d'affaire eux-même hors de la crise présente en rejetant leur fardeau non seulement sur la classe ouvrière à l'intérieur, mais aussi sur les nations européennes, même si cela doit cette fois hâter la crise révolutionnaire sur le Continent. Que le processus de « liquidation » de la crise aux Etats-Unis ne doive être ni facile ni rapide, cela ressort inévitablement des relations entre l'Amérique et l'Europe. Au contraire, elle entraînera derrière elle la plus farouche résistance à l'Amérique et les plus brutales convulsions et crises pour le capitalisme européen, sans tenir compte du lieu où le choc initial se produira, que ce soit en Asie, en Amérique Latine, ou en Europe même.

Actuellement, quelle semble être pour les Etats-Unis la voie la plus vraisemblable pour échapper à la crise? Ajuster son appareil de production aux divisions présentes du marché mondial signifierait s'accommoder soi-même au statu-quo de la crise, ou pire. C'est pourquoi les Etats-Unis essayeront de réajuster les divisions présentes du marché mondial à leurs propres possibilités de production. Mais l'exécution réussie de cette tentative présuppose, à son tour, un réajustement de son industrie en vue de préparer un vigoureux assaut sur le marché mondial rendu surtout nécessaire par le déclin international radical des prix.

Réduire le coût de production est le premier pas à faire dans ce sens. Cela ne signifie pas seulement une rationalisation intensifiée de l'in-

industrie, un rendement plus élevé de la production, une élimination des entreprises intermédiaires déficitaires et des petites affaires, mais un nivellement général par en bas du niveau de vie de la classe ouvrière. Il suit de là que la restauration de l'économie américaine ne sera pas basée en premier lieu sur un rétablissement du marché intérieur, sur son élargissement national, car le pouvoir de la classe ouvrière sera atteint et diminué dans deux sens : l'existence de millions de chômeurs permanents, et le déclin du niveau de vie de ceux qui travaillent et parce que la crise agraire chronique ne montre aucun signe d'amélioration, mais plutôt un nouvel appauvrissement des producteurs agricoles. Armés d'une part de gigantesques facilités financières, et d'autre part d'une industrie réorganisée, capable de concurrence active dans l'état présent du marché mondial, les Etats-Unis seront en situation de tourner plus énergiquement leur attention vers leur commerce extérieur, c'est-à-dire vers cette partie des affaires qui doit assumer une place toujours grandissante dans sa vie économique. Dans les années récentes, le commerce extérieur des Etats-Unis n'avait pas joué un aussi grand rôle dans sa vie économique. C'est précisément cela qui fait croire que dans la période qui s'ouvre, il occupera une place croissante dans l'économie de l'Amérique. La valeur des exportations américaines (1928) était de 25 % plus élevée que la valeur des exportations de l'Angleterre, mais les exportations par tête de celle-ci étaient de deux fois la valeur des exportations par tête de l'Amérique. C'est vers un renversement dans des proportions semblables de ces valeurs que l'impérialisme américain s'oriente sans hésitation. La course entre les Etats-Unis et ses concurrents se fera à une vitesse croissante, en dépit des grands obstacles qui se dressent sous forme de la baisse des prix, de la capacité déclinante des pays étrangers à absorber des emprunts, de la crise agraire internationale aiguë, du fardeau pyramidal des dettes, etc... Mais dans la course, les Etats-Unis, qui sont le premier banquier du monde, ont de ce fait un avantage manifeste. En 1930, les prêts étrangers (net) des Etats-Unis qui servent à augmenter la capacité d'importation de l'emprunteur, ont été de 862.200.000 de dollars, tandis que l'Angleterre n'exportait que 557.600.000 de dollars, en dépit de ses efforts héroïques pour élargir son influence dans l'Amérique Latine, qui équivalent à une augmentation du double de ses prêts de l'année précédente et n'atteignent cependant pas le seul montant des prêts américains à l'Amérique Latine. Les comparaisons pour 1930 prennent une signification plus claire sur le rapport des forces en contraste avec les prêts de 1929, alors que la Grande-Bretagne arrivait à évaluer à 130.000.000 de dollars près, le volume des placements extérieurs de l'Amérique.

On ne peut pas déterminer à l'avance si les Etats-Unis, dans la prochaine période, parviendront à atteindre le sommet atteint à la fin de la dernière décade. Ce qui ressortira cependant de la situation entière, c'est que les efforts herculéens des Etats-Unis pour sortir de leur crise imposeront l'extension du « plan américain », c'est-à-dire le plan de mettre l'Europe à la por-

tion congrue de l'économie mondiale. Cela, en retour, entraînera la misère et l'exploitation croissante des masses européennes, l'accentuation de la lutte de classes, posant au prolétariat européen l'alternative : révolution prolétarienne, guerre, ou soumission à la sur-exploitation de l'Amérique.

L'acharnement de l'avance de l'Amérique contre ses concurrents impérialistes est encore déterminée par un autre facteur. Arrivant en retard sur le champ de la conquête mondiale, les Etats-Unis ne possèdent pas de domaine colonial comparable à celui de l'Angleterre, de la France, et d'autres pays. Ses alliés sortirent de la guerre avec un domaine colonial augmenté, dans lequel les Etats-Unis n'avaient virtuellement aucune part. Son hégémonie sur l'Amérique Latine, son infiltration en Chine, sont loin de représenter l'équivalent d'un domaine colonial. La crise pose ce besoin impérialiste avec une nécessité plus impérative. Sans s'occuper du fait que la perte de colonies de la part de l'Europe signifierait seulement des crises révolutionnaires plus profondes pour celle-ci, les Etats-Unis tenteront de satisfaire leur appétit vorace en découpant des parties des empires coloniaux de l'Europe. Dans ce cas, comme pour toute autre « issue » de la crise mondiale, les spectres de la guerre et la révolution sociale marchent côte à côte.

Mais les efforts de l'Amérique pour sortir de la crise ne se limitent pas à l'Europe seule. Ils seront aussi très profonds et aigus aux Etats-Unis même. Aussi rapide que soit la diminution du coût de la vie, marquée par la chute des prix, le déclin du niveau de vie des ouvriers américains s'accélère toujours plus. Aussi rapide que soit le déclin du chômage, avec ses conséquences de misère pour des millions de sans-travail, le déclin des salaires a toujours été plus accentué. Les « promesses » creuses de Hoover, des industriels, de la direction de l'American Federation of Labor, qui affirmaient que « les salaires ne seront pas réduits », ne les a pas empêchés d'être réduits. Il serait faux de croire que le processus de diminution des salaires soit en train de se terminer; en réalité il commence seulement. Dans l'offensive terrifiante que la classe capitaliste déclanche et dans ses plans pour l'étendre contre la classe ouvrière, dans les changements généraux produits par la crise, réside la source d'un changement des rapports de forces à l'intérieur de la classe ouvrière et l'ouverture d'une large perspective pour les luttes et la radicalisation de la classe ouvrière.

LES PERSPECTIVES DU MOUVEMENT DE LA CLASSE OUVRIERE AMERICAINE

(Ce chapitre a déjà été traduit et publié dans le numéro 11 du Bulletin International. Nous y renvoyons nos lecteurs).

LE SOCIAL-REFORMISME ET LES PERSPECTIVES DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

Dans quelles voies le mouvement en avant de la classe ouvrière américaine se dirigera-t-il dans la prochaine période? Les illusionnistes centristes

procèdent de la prémisse théorique selon laquelle le social-réformisme aux Etats-Unis suit un processus de déclin et de désagrégation, pendant que le parti communiste croît en influence par sauts et par bonds. Cela détermine pour une large part leur tactique. L'aile droite liquidatrice, d'autre part, procède en pratique de l'idée que le mouvement communiste est en déclin; elle tourne le dos aux masses qui sont dans et autour des rangs organisés du Parti et sous leur influence, et joue de plus en plus ses cartes sur l'aile gauche du social-réformisme — et même dans ce cas plutôt sur les « leaders de l'aile gauche » changeants que sur les ouvriers mécontents. L'opposition de gauche procède de l'idée que le mouvement ouvrier en progrès entre et entrera simultanément dans les voies du social-réformisme et du communisme. La force proportionnelle des deux courants parallèles dépendra dans une large mesure de la politique suivie par les communistes. L'attitude de contentement de soi de la bureaucratie qui considère la croissance du communisme et le déclin de la social-démocratie comme un processus mécanique automatique — se développant hors du temps et de l'espace sans être modifié par la politique du communisme — attitude qui se renforce avec chaque succès temporaire ou superficiel, est la pire sorte d'auto-déception et de déception dans les rangs. Elle ignore le fait, rendu inscutable par toutes les récentes évidences, que la base du social-réformisme aux Etats-Unis, loin de s'être « rétrécie », s'est étendue.

Pendant la « période de prospérité », le social-réformisme, qui, au début de cette période, avait atteint sa plus grande extension dans les mouvements ouvrier et travailliste-paysan (Labor et farmer-labor), était entièrement dissous dans les mouvements réformistes ouvertement bourgeois et petits-bourgeois du type Lafollette. Sur le terrain syndical, les éléments réformistes et « progressistes », dont le type était la direction de la Fédération du Travail de Chicago (Fitzpatrick, Nockels, etc...) furent une fois de plus absorbés dans le sombre marais réactionnaire de la bureaucratie de Gompers-Green. Les éléments flottants entre le mouvement révolutionnaire (communistes) et le mouvement bourgeois avoué dans la classe ouvrière (la bureaucratie de l'A. F. of L.), cessèrent de jouer aucun rôle décisif dans cette période; ils disparurent comme facteurs du mouvement ouvrier, ou tombèrent dans une passivité complète; ou bien ils se réconcilièrent plus ou moins complètement avec la bureaucratie syndicale, ou — ce dernier groupe était composé d'un nombre toujours plus restreint — ils travaillèrent en contact étroit avec les communistes. L'énorme poids matériel et idéologique de la période de « prospérité » émoissa si fortement l'esprit militant des ouvriers qu'il n'y avait ni place ni besoin — dans les rapports entre la bourgeoisie et la classe ouvrière — d'un important mouvement intermédiaire entre la révolution et la réaction, jouant le double rôle d'exprimer le mécontentement des ouvriers, et de l'écarter de la voie révolutionnaire. Cette situation entraîna non seulement un déclin de l'influence et des effectifs du Parti, mais aussi un déclin relatif plus grand encore du Parti

socialiste. Les progressistes « type Chicago » s'identifièrent une fois de plus avec l'appareil de Gompers et s'effacèrent comme groupe distinct. Les forces groupées autour de Muste rentrèrent de plus en plus dans leur coquille, prolongeant ainsi une existence tranquille par les bonnes grâces de Green et Cie.

L'arrivée de la crise, précédée des bévues du communisme officiel, apporta avec elle un mécontentement croissant des ouvriers restés passifs jusque là. Ce mécontentement trouva sa traduction social-réformiste dans la résurrection du mouvement organisé de Muste (C. P. L. A.) dans les syndicats et le développement de son influence (particulièrement chez les mineurs et dans le textile), dans l'apparition de la nouvelle « aile gauche » dans le parti socialiste, dont la direction s'accroche à celle du groupe Muste, ainsi que dans la persévérante renaissance et croissance du parti socialiste dans son ensemble — rétablissement dans les syndicats de l'habillement, développement de sa presse, augmentation des suffrages électoraux, etc...

La croissance de la social-démocratie dans toutes ses nuances, implique une certaine « concession » de la bourgeoisie à la classe ouvrière, et une possibilité de faire cette « concession ». Dans la période écoulée la bourgeoisie américaine pouvait satisfaire la classe ouvrière (au moins ses couches supérieures) sans l'aide de la social-démocratie ou de son aile gauche. Dans la période de sa crise, la bourgeoisie a besoin de la social-démocratie aussi largement que se développe le mécontentement de la classe ouvrière. La social-démocratie — depuis son extrême aile droite dans la bureaucratie de l'A. F. of Labor, jusqu'à son extrême aile gauche dans le groupe Muste — est le plus ferme rempart de la démocratie bourgeoise contre le mouvement révolutionnaire prolétarien. Qu'on ajoute à cela le fait que la bourgeoisie américaine est encore assez puissante pour octroyer des « concessions » comme la croissance du réformisme, et nous avons non seulement une explication de son expansion mais aussi une raison de prévoir sa croissance (non son « écrasement ») dans la période qui vient.

C'est pourquoi la prochaine période verra, plus que jamais auparavant, une course pour la direction des masses travailleuses entre les social-réformistes — particulièrement leur aile gauche — et les communistes, qui doivent mettre à la suprême épreuve toutes leurs ressources, leur adresse et leur endurance.

Les hommes de l'appareil centriste ne voient dans la croissance du mouvement réformiste, particulièrement de son aile gauche (le groupe Muste) qu'une « conspiration » contre le communisme. Impatients d'oublier leurs propres alliances d'hier avec les Purcell de tous les pays, ils sont incapables de voir que le mouvement de Muste et les mouvements « progressistes » similaires sont les premières manifestations du mécontentement de la classe ouvrière avec lesquelles les communistes doivent savoir comment prendre contact, collaborer à un front uni sur la base de revendications immédiates et de la liberté d'action et de critique envers les forces collaborationnistes. Les porte-paroles de l'aile droite ne veulent voir dans ce mouvement de gauche que

les « rangs », et négligent délibérément d'insister sur le rôle spécifique joué par les leaders, c'est-à-dire le rôle méprisable de paralyser l'activité et l'énergie des masses, de l'empêcher de poursuivre leur marche naturelle vers la lutte révolutionnaire. L'Opposition de gauche, rejetant à la fois le radicalisme superficiel des centristes et l'attitude menchevique de l'aile droite, considère que la croissance des mouvements social-démocrates (Muste) est un signe d'une grande importance pour le parti révolutionnaire. Les communistes ne peuvent gagner les ouvriers en les éloignant des dirigeants réformistes que s'ils démontrent leur volonté de s'unir à eux dans un front unique honnête pour la défense des intérêts immédiats et des besoins de la classe entière. Les communistes ne sont pas une secte avec des intérêts particuliers en dehors des intérêts de la classe ouvrière en général. Le parti communiste est l'avant-garde de la classe ouvrière et n'a pas d'intérêts distincts de celle-ci. Etant sa partie la plus clairvoyante et active il doit prendre l'initiative de constituer le plus large mouvement de front unique, montrant aux ouvriers à chaque étape de la lutte que ce sont les communistes qui sont les défenseurs les plus ardents et les plus conscients non seulement de leurs intérêts historiques généraux (la révolution sociale), mais aussi des besoins les plus modestes, pratiques et limités, de tous les jours (réformes). C'est dans cette voie, en liant la lutte pour les besoins journaliers au but final, en préparant celui-ci par celle-là, que la lutte pour les réformes peut être entraînée dans un sens *révolutionnaire*, c'est-à-dire, qu'elle peut être dirigée contre les réformistes.

C'est pour masquer leur propre rôle de scissionnistes du mouvement ouvrier, pour couvrir le fait qu'ils opèrent dans les rangs ouvriers comme agents de la bourgeoisie, que les réformistes de toutes sortes essayent de convaincre les ouvriers que les communistes sont des « sectaires », qu'ils veulent « diviser les ouvriers ». C'est avant tout par d'innombrables variations démagogiques sur ce thème que les réformistes peuvent tenir les ouvriers éloignés du communisme. C'est la grande raison pour laquelle les communistes doivent dresser le drapeau de la lutte pour l'unité, ouvertement, sincèrement, vigoureusement, de telle façon que les ouvriers les plus arriérés voient et comprennent ce que sont les communistes. Ils doivent faire ressortir et répéter infatigablement — et le prouver par les faits — que la proposition communiste d'un front unique n'est pas, comme le disent les réformistes, une « manœuvre communiste contre les ouvriers », mais surtout une mobilisation de la classe ouvrière contre la classe capitaliste.

A certains moments et dans certaines conditions, un accord avec les dirigeants réformistes — quand ils sont contraints à faire un pas en avant — est nécessaire et inévitable. Le dogme du « front unique seulement par en bas » vicie la conception léniniste du front unique et en pratique ne conduit à aucun front unique du tout.

Les communistes ne peuvent, naturellement, adopter la position suivant laquelle sans unité organique des révolutionnaires et des réformistes

(même seulement sur le terrain syndical) il est impossible de mener des luttes ouvrières victorieuses. Pas plus le front unique ne peut-il prendre de formes de bloc de leaders au sommet, bloc dans lequel l'aile gauche est soumise aux agents de la bourgeoisie, et sert d'instrument contre les ouvriers. La forme classique de trahison de la classe ouvrière, développée par les droitiers et les centristes ensemble (Staline et Boukharine) dans le Comité anglo-russe, doit demeurer comme un avertissement durable contre une telle conception. Pas plus pouvons-nous concevoir le front unique comme le font les staliniens au cours de leur zig-zag ultra-gauche, c'est-à-dire en bornant toute l'affaire à un appel invitant les ouvriers à rejoindre le parti, à rejoindre les syndicats de l'aile gauche — et rien de plus. Cela, c'est le recrutement, qui doit se faire en tout temps, mais ce n'est pas une application du front unique. Le « principe » de l'unité n'est pas et ne peut pas être un fétiche pour les communistes. Mais le mouvement pour le front unique est un instrument inestimable pour mobiliser les masses sous une direction révolutionnaire pour des luttes actives. Il constitue un puissant levier pour chasser les réformistes de leurs positions dans la classe ouvrière. Le parti doit s'emparer de ce levier et peser dessus.

**

Quel est le rôle du réformisme? Il sert de rempart créé par la société bourgeoise existante contre la révolution prolétarienne. Contre la montée du mouvement prolétarien, la bourgeoisie et ses agents réformistes veulent continuellement renforcer ce rempart pour prolonger leur existence. Les communistes doivent tenter de le démolir aussi rapidement que possible. L'existence du réformisme est essentiellement déterminée par la force de la classe capitaliste, sa capacité de diriger. Aux Etats-Unis, ce facteur déterminant semble, à première vue, donner au réformisme des forces pour de nombreuses années et décades à venir. En réalité, cependant, ses fondations sont très peu solides.

Le réformisme s'est épanoui depuis des dizaines d'années dans des pays classiques du capitalisme comme l'Angleterre ou l'Allemagne, dans la période de montée de la société impérialiste, avant la guerre mondiale et la révolution russe, qui changea radicalement les rapports des forces de classe internationales. La nouvelle vague de réformisme aux Etats-Unis avance dans la période de déclin de l'impérialisme mondial, dans la période de guerres et de révolutions, avec ses changements et ses tournants brusques. L'énorme puissance d'après-guerre de l'impérialisme américain se développe de plus en plus sur la base de l'économie ébranlée de convulsions et anémiée du reste du monde. Son pouvoir est de moins en moins fondé sur un équilibre du marché intérieur ou d'une balance entre l'agriculture et l'industrie. Précisément parce que les mains et les pieds du pouvoir économique et politique américain pèsent toujours plus lourdement sur le sol branlant des autres continents, les soulèvements économiques et révolutionnaires dans ces territoires tendent à bouleverser le

corps de la structure économique de l'Amérique avec une violence croissante. Tant que les Etats-Unis n'auront pas réussi à balkaniser complètement l'Europe, à ouvrir le vaste marché russe en renversant la dictature prolétarienne, à exterminer complètement le mouvement révolutionnaire en Chine — et ce sont les moins vraisemblables de ses perspectives — il ne pourra pas prévoir une aussi longue période de domination que celle dont a joué l'Angleterre décade après décade. Beaucoup plus que pour l'Angleterre d'avant-guerre, son talon d'Achille réside précisément dans le singulier caractère de sa puissance mondiale. Les marxistes ne peuvent pas avoir en vue une perspective favorable selon laquelle les Etats-Unis devraient être le dernier pays à succomber sous l'assaut du prolétariat. Une telle perspective est simplement le revers — non moins faux — du « déterminisme marxiste » selon lequel l'Angleterre ou l'Allemagne sont les premiers inscrits sur l'agenda de la révolution prolétarienne, alors que l'on « déniait » à la Russie la possibilité de devancer ces pays au point de vue révolutionnaire. L'inégalité du développement social, rendue particulièrement aiguë et brutale à l'époque impérialiste actuelle, peut facilement avancer les Etats-Unis vers la tête de la liste.

Cela coïncide avec l'idée que de larges perspectives sont maintenant ouvertes à la croissance du mouvement communiste, idée que les plus intelligentes parties de la bourgeoisie ne sont pas les dernières à partager. C'est pour cela que les réformistes essayent de dresser les plus hauts obstacles au progrès rapide du mouvement révolutionnaire. Dans le domaine économique, ces barrières sont représentées dans le mouvement syndical par la bureaucratie de l'A. F. of L., ses aides socialistes, et les progressistes de l'aile gauche de l'école de Muste. Sur le terrain politique, la plupart de ces éléments tentent de dresser une barrière sous forme d'un parti « travailliste » ou « travailliste paysan », c'est-à-dire un parti ouvrier bourgeois à la manière du Parti Travailliste anglais.

Le mouvement révolutionnaire américain possède une très riche expérience en ce qui concerne la politique du « Parti travailliste », accumulée dans la période du pire révisionnisme des principes fondamentaux du mouvement communiste. Aucune des principales formulations de ce problème faites dans le parti américain entre 1923 et 1928 n'était basée sur une conception marxiste du rôle du parti travailliste ou de la nature de notre époque. Dans de nombreuses thèses, le parti travailliste était considéré comme l'alternative de la dictature de la bourgeoisie ! Il devait être le principal levier pour chasser la bureaucratie de Gompers. Il était la source d'un rapide parti communiste « de masses ». On le concevait comme un substitut embelli et plus agréable du parti communiste, comme une étape « réformiste » inévitable et nécessaire à travers laquelle les ouvriers américains devaient passer avant d'être prêts pour le communisme, et que les communistes devaient fonder, construire en un mouvement solide, dont ils devaient écrire et défendre les programmes communistes, dont ils devaient avoir la direction « entre les

maines », depuis le début, de façon, probablement, qu'il ne puisse devenir « anti-communiste », ou « trop réformiste ». Ce n'est pas par accident que cette honteuse période de l'histoire du communisme américain comprend aussi la misérable « manœuvre » avec le mouvement petit-bourgeois de « La Follette », et l'épanouissement de la théorie et de la pratique du « parti de deux classes ». Tant qu'ils fonctionnaient sous la dénomination idéologique du bloc centre-droite qui avait conquis le pouvoir dans l'I. C., et se tenaient sur sa plate-forme théorique et politique, tous les groupes du parti de cette période partagèrent à différents degrés la responsabilité des conceptions essentiellement révisionnistes qui sont à la base de toute la « période du *labor party* », et la pratique qu'elle déterminait.

Toutes ces conceptions et pratiques doivent être rejetées, parce qu'elles sont originellement fausses. Les centristes motivent le changement de cours, qu'ils ont réalisé sur cette question, en affirmant que les conditions ont changé, que nous sommes entrés dans la « troisième période », et que les réformistes sont maintenant devenus les social-fascistes. Cette motivation est à la fois fausse et dangereuse, et laisse le problème non résolu. Elle ne signifie pas un rejet du cours désastreux du parti, mais le maintien de la base qui lui permettra de se renouveler ultérieurement. Condamner la « politique du *labor party* » maintenant à cause d'une soi-disante « troisième période » et une soi-disante transformation des réformistes en « social-fascistes » laisse la porte ouverte à un retour à la politique du « *labor party* », lorsque la « troisième période » cédera la place à une « quatrième », et que les « social-fascistes », ou leur aile « gauche », produiront un nouveau lot de réformistes de l'ancien type de Fitzpatrick.

Les communistes américains ne peuvent pas se charger d'organiser un parti ouvrier petit-bourgeois qui se tienne « entre » la bourgeoisie et le prolétariat. Considéré abstraitement, il est certain que partout où il y aurait un mouvement de masse qui organise un parti travailliste, les communistes devraient s'occuper de travailler à l'intérieur par l'intermédiaire de noyaux révolutionnaires. Mais c'est là tout à fait autre chose. Toutefois, cela a moins d'importance actuelle aujourd'hui — même abstraitement — que dans les années passées, car il n'y a pas du tout de mouvement solide en faveur d'un parti travailliste pour les élections de 1932. Les communistes doivent entrer dans cette campagne électorale sous leur propre drapeau et en lutte directe contre leur adversaire réformiste, le parti socialiste.

Ce sont les réformistes de toutes nuances, les Thomas et les Muste, qui essayent de dresser ce parti petit-bourgeois comme un mur contre les progrès des ouvriers vers le communisme. Ils ne font que remplir leur mission qui est de prolonger aussi longtemps que possible la « période réformiste » dans le développement de la classe ouvrière américaine. Ce n'est pas par hasard que les liquidateurs de l'aile droite du groupe Lovestone ont comme point central de leur programme l'idée que la formation du *Labor Party* — que l'aile droite est prête à commencer de cons-

truire — est un pas impérieux et essentiel pour les ouvriers américains. C'est cette perspective qu'elle recommande à tout le mouvement communiste d'accepter. L'opposition de gauche, lors de sa formation, pencha dans le sens de cette perspective réformiste, ce qui constituait dans une certaine mesure un héritage non critiqué de la lutte du groupe précédent dans le parti, avant le moment où l'aile gauche prit figure et se délimita comme un groupe politique distinct de tous les autres dans le mouvement. Le ferme établissement de sa position marxiste dicta une rupture avec le point de vue précédent et l'adoption

de celui qui est esquissé ici. L'adoption de ce point de vue révisé, le résultat de la clarification dans ses propres rangs, marque un pas en avant qui permettra à l'opposition d'apporter une plus grande clarté sur ce problème vital dans le mouvement révolutionnaire et ouvrier dans son ensemble.

(Les deux parties suivantes : *La situation du mouvement communiste et les tâches du parti*, et *L'Opposition de gauche et son rôle dans le mouvement*, ont été publiées dans le *Bulletin International*).

LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE :

K. MARX et F. ENGELS. *Correspondance*. T. I. Les premières années de leur liaison (1844-1849). T. II et III. L'exil à Londres jusqu'à la dissolution de la Ligue Communiste (1850-1853). Traduction par J. Molitor, avec 12 portraits hors texte. (Costes éditeur, Paris).

L. TROTSKY. *Historia de la Revolucion Rusa*. (La révolution de Febrero). Traducción por Andres Nin. (Editorial Cenit, Madrid).

LES ANNALES DE L'ÉCONOMIE COLLECTIVE. Nos 259 à 268 2 vol. Janvier à Octobre 1931. Au sommaire : W. Winkler : La situation en URSS dans la 2^e année du plan quinquennal. G. Mequet : La situation agricole de l'URSS à la fin de 1930. W. Winkler : L'autarchie de l'Union Soviétique. Etc... (Genève).

LENIN. *Cartas intimas*. Prologadas par la hermana del autor. (1894-1919). Traducción par Andrés Nin. (Cenit, Madrid, 1931).

A. NIN. *La huelga general de enero et sus enseñanzas*. (Ed. Comunismo, Madrid).

E. BILBAO. *La unificación comunista* (carta a un camarada). (Ed. Comunismo, Madrid).

L I S E Z

LA VÉRITÉ

Organe de la Ligue Communiste
(Opposition)

Paraît le 1^{er} et le 15 de chaque mois

Nouvelle adresse :
9, rue du Transvaal (19^e).

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Abonnement d'essai de 3 mois : 5 fr.

Chèque postal : P. Frank 136-855.

SOMMAIRE DES DEUX DERNIERS NUMEROS

N° 32-33

Editorial : Crise Mondiale. — H. Lacroix : Un pas en avant... — H. Lacroix : L'UGT, la CNT et la lutte pour l'unité syndicale. — J. Andrade : La révolution espagnole, le Parti et l'anarchosyndicalisme. — R. Mariner : Projet de thèses agraires. — P. Frank : La grève du Textile. — Communiste : La grève des typographes bruxellois. — « *Permanente Revolution* » : Avec qui, contre qui ? — Appel aux communistes allemands. — Alpha : Notes d'un journaliste. — L. Trotsky : Au sujet d'une révolution étranglée et de ses étrangleurs. — Notes.

N° 34-35

Le problème de l'unité syndicale devant la classe ouvrière française (*Editorial*). — Qui est Rakovsky ? — Réflexions sur la grève générale de Barcelone (A. Nin). — Circulaire politique du P. C. Espagnol. — Lettre ouverte de l'opposition communiste au P. C. Espagnol. — Sur le problème de l'unité syndicale en Espagne (*Ligue Communiste*). — Lettre aux camarades du P. C. Indochinois (*Oppositionnels indochinois*). — Thèses sur la question syndicale aux Etats-Unis (*Militant*). — Discussion : sur le « tournant » du P. C. français (P. Naville). — Revue des livres et revues : « Histoire de la Révolution russe » par L. Trotsky (J.-J.). Problèmes de la révolution allemande, par L. Trotsky. — Comunismo. — El Soviet. — Daylos. Etc...

La Lutte de Classes

Organe théorique
de la Ligue Communiste (Opposition)
9, RUE DU TRANSVAAL, PARIS.

Année 1930 (nos 17 à 26 — 750 pages) 40 frs.

Année 1931 (nos 27 à 35 — 400 pages) 20 frs.

Les années 1928 et 1929
sont épuisées.

Pour l'anniversaire de la Commune

LISSAGARAY

HISTOIRE DE LA COMMUNE DE 1871

« Pour qu'on sache »

Nouvelle édition précédée d'une Notice sur Lissagaray
par Amédée Dunois

1 volume de 600 pages 25 francs

C. TALÈS

LA COMMUNE DE 1871

Préface de Léon Trotsky

1 volume de 217 pages 8 francs

Sur la situation en Allemagne

L. TROTSKY

LES PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

1. Contre le national-communisme (les leçons du plébiscite « rouge »). — 2. Au sujet du contrôle ouvrier de la production. — 3. Le Tournant de l'I. C. et la situation en Allemagne. — 4. La crise autrichienne et le Communisme.

1 vol. de 64 pages 1 fr. 50

L. TROTSKY

ET MAINTENANT ?

Les questions fondamentales du prolétariat allemand

1 vol. de 100 pages 2 francs



LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 17, R. DE SANDRE - MEUSE, PARIS (10^e)

Le Gérant : MEICHLER.



IMPRIMERIE DE LA SOC. NOUV. D'ED. FRANCO-SLAVES, 32, rue de Ménilmontant, PARIS (20^e).